

FONDATION MO IBRAHIM
— IIAG 2022

PROFIL :

Tchad

2012-2021 RÉSULTATS
DE GOUVERNANCE



[mo.ibrahim.foundation](https://moibrahimfoundation.org)

FB→ /MoIbrahimFoundation

TW→ @Mo_IbrahimFdn #IIAG

IG→ moibrahimfoundation

Table des matières

Cadre de l'IIAG 2022	p. 3
Interprétation des résultats	p. 6
Gouvernance globale : scores, classements et tendances	p. 7
Catégories : scores et tendances	p. 9
Sous-catégories : scores et tendances	p. 10
Indicateurs : scores et tendances	p. 12
Voix des citoyens : scores et tendances	p. 13
Données générales	p. 14
Données complémentaires	p. 15
Fiches des scores IIAG 2022	p. 16
Sources	p. 17
Acronymes	p. 18

Cadre de l'IIAG 2022

Publié depuis 2007, l'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique (IIAG) évalue les performances de 54 pays africains en matière de gouvernance au cours des dix dernières années pour lesquelles des données sont disponibles. La Fondation Mo Ibrahim définit la gouvernance comme la fourniture de biens publics dans les domaines politique, social, économique et environnemental que chaque citoyen est en droit d'attendre de l'État, et que tout État est tenu d'offrir à ses citoyens.

L'IIAG 2022 couvre les dix années comprises entre 2012 et 2021. Les données proviennent de 47 sources, auprès desquelles sont recueillies 265 variables, regroupées en 81 indicateurs. Tous les indicateurs de l'IIAG, sauf quatre, sont constitués d'au moins deux variables, afin que l'évaluation de la gouvernance s'appuie sur plusieurs mesures indirectes.

Ils sont organisés en 16 sous-catégories et quatre catégories (*Sécurité et État de droit ; Participation, Droits et Inclusion ; Fondement des opportunités économiques ; et Développement humain*), qui composent le score de *Gouvernance globale*.

En incluant toutes les données recueillies auprès des différentes sources et les scores composites calculés expressément pour l'IIAG, on dénombre au total 413 mesures différentes de gouvernance pour chaque pays ou groupe, quelle que soit l'année de la période de dix ans concernée. Ces mesures sont constituées d'indicateurs évaluant des aspects spécifiques tels que le *Respect de l'État de droit par le pouvoir exécutif*, qui fait partie de la sous-catégorie *État de droit et justice*, relevant elle-même de la catégorie globale *Sécurité et État de droit*. L'ensemble de données de l'IIAG 2022 comprend au total plus de 220 000 points de données.

Les citoyens étant les bénéficiaires finaux de la gouvernance et du leadership publics, la mesure des performances en matière de gouvernance ne saurait s'appuyer uniquement sur des évaluations officielles réalisées par des experts. C'est pourquoi l'IIAG est accompagné d'un ensemble de données complémentaires regroupées dans la section Voix des citoyens, visant à évaluer la perception par les citoyens africains des performances en matière de gouvernance, à partir de 36 variables relatives à la perception publique issues d'Afrobarometer.



GOVERNANCE GLOBALE



SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

Sécurité et sûreté

- Absence de conflit armé
- Absence de violences à l'encontre de la population civile
- Absence de migration forcée
- Absence de traite des personnes et de travail forcé
- Absence de criminalité

État de droit et justice

- Respect de l'État de droit par le pouvoir exécutif
- Impartialité du système judiciaire
- Procédures judiciaires
- Égalité devant la loi
- Application de la loi
- Droits de propriété

Redevabilité et transparence

- Contrepouvoirs institutionnels
- Absence de pression indue sur le gouvernement
- Contrepouvoirs civiques
- Transparence des archives publiques
- Accès aux archives publiques

Lutte contre la corruption

- Dispositifs anti-corruption
- Absence de corruption au sein des institutions d'État
- Absence de corruption au sein du secteur public
- Procédures de passation des marchés publics
- Absence de corruption au sein du secteur privé



PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

Participation

- Libertés d'association et de réunion
- Pluralisme politique
- Espace accordé à la société civile
- Élections démocratiques

Droits

- Libertés individuelles
- Libertés d'expression et de croyance
- Liberté des médias
- Droits numériques
- Protection contre la discrimination

Inclusion et égalité

- Égalité en matière de pouvoir politique
- Égalité en matière de représentation politique
- Égalité en matière de libertés individuelles
- Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques
- Égalité en matière d'accès aux services publics

Parité

- Pouvoir et représentation politiques des femmes
- Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes
- Opportunités socioéconomiques pour les femmes
- Égalité d'accès des femmes aux services publics
- Législation contre les violences à l'encontre des femmes

Voix des citoyens



PERCEPTION DES CITOYENS EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE GLOBALE

Perception des citoyens en matière de Sécurité et d'État de droit

- Perception des citoyens en matière de sécurité et de sûreté
- Perception des citoyens en matière d'État de droit
- Perception des citoyens en matière de redevabilité
- Perception des citoyens en matière de lutte contre la corruption

Perception des citoyens en matière de Participation, Droits et Inclusion

- Perception des citoyens en matière des élections et de la liberté
- Perception des citoyens en matière d'inclusion et d'égalité
- Perception par les citoyens du leadership féminin



FONDEMENT DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Administration publique

- État civil
- Capacité du système statistique
- Mobilisation des ressources fiscales
- Gestion budgétaire et financière
- Efficacité de l'administration

Environnement des affaires et du travail

- Intégration régionale
- Diversification économique
- Régulation des affaires et de la concurrence
- Accès à des services bancaires
- Relations du travail
- Fiabilité des opportunités d'emploi

Infrastructures

- Réseaux de transport
- Accès à l'énergie
- Communications mobiles
- Accès numérique
- Réseau de transport et postal

Économie rurale

- Accès au foncier et à l'eau en milieu rural
- Accès au marché en milieu rural
- Soutien de l'économie rurale
- Représentation et participation en milieu rural



DÉVELOPPEMENT HUMAIN

Santé

- Accès aux soins de santé
- Accès à l'eau et à l'assainissement
- Contrôle des maladies contagieuses
- Contrôle des maladies non contagieuses
- Santé infantile et maternelle
- Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux (RSI)

Éducation

- Égalité en matière d'éducation
- Scolarisation
- Achèvement des études
- Ressources humaines dans l'enseignement
- Qualité du système éducatif

Protection sociale et services sociaux

- Filets de protection sociale
- Politiques de lutte contre la pauvreté
- Correction des inégalités socioéconomiques
- Logement décent
- Sécurité alimentaire

Environnement durable

- Protection de l'environnement
- Respect de la politique environnementale
- Qualité de l'air
- Utilisation durable des terres et des forêts
- Protection de la biodiversité terrestre et aquatique

Perception par les citoyens du Fondement des opportunités économiques

- Perception par les citoyens de l'administration publique
- Satisfaction des citoyens en matière d'opportunités économiques
- Satisfaction des citoyens en matière d'infrastructures

Perception par les citoyens du Développement humain

- Satisfaction des citoyens à l'égard de la prestation des soins de santé
- Satisfaction des citoyens en matière de services éducatifs
- Perception de la population concernant la protection sociale et l'aide sociale

Interprétation des résultats

Scores et classements

Les scores de l'IIAG quantifient la performance d'un pays pour chaque indicateur de gouvernance, exprimée sur 100,0 (100,0 représentant toujours le meilleur score), et ce pour chaque année. Arrondis à une décimale près, les scores correspondent aux performances de chaque pays en regard des 54 autres pays africains.

Calculés à partir des scores respectifs, les classements sont exprimés sur 54. Lorsqu'au moins deux pays ont le même score, ils partagent la même place dans le tableau de classement (*ex aequo*).

Tendances sur 10 ans

Les tendances sur dix ans de l'IIAG offrent un niveau d'analyse complémentaire de celui des scores et des classements. Elles mesurent l'évolution du score absolu entre la première et la dernière année de la série temporelle. Les tendances sur dix ans de l'IIAG 2022 comparent les performances d'un pays pour chaque indicateur de gouvernance en 2012 et en 2021, permettant ainsi d'évaluer leur évolution.

Classification par tendance

La classification par tendance constitue un troisième niveau d'analyse, qui vient compléter les scores, les classements et les tendances sur dix ans. La classification par tendance de l'IIAG sert à évaluer la tendance au cours de la deuxième moitié de la décennie (2017-2021 pour l'IIAG 2022) en regard de la tendance sur l'ensemble de la décennie (2012-2021). La comparaison entre la tendance sur la deuxième partie de la période et la tendance sur la période entière permet de déceler les signes précurseurs d'un changement d'orientation et de rythme des trajectoires suivies par les pays.

Classification par tendance	Caractéristique
Progression accélérée	Le score obtenu en 2021 est meilleur qu'en 2012, avec une accélération des progrès à partir de 2017
Progression ralentie	Le score obtenu en 2021 est meilleur que celui de 2012, mais les progrès ralentissent depuis 2017
Signal d'alerte	Le score obtenu en 2021 est meilleur que celui de 2012 ou n'a pas évolué, mais il régresse depuis 2017
Redressement	Le score obtenu en 2021 est plus faible que celui de 2012 ou n'a pas évolué, mais il s'améliore depuis 2017
Détérioration ralentie	Le score obtenu en 2021 est plus faible qu'en 2012, mais la régression ralentit depuis 2017
Détérioration accélérée	Le score obtenu en 2021 est plus faible qu'en 2012 et la régression s'accélère depuis 2017

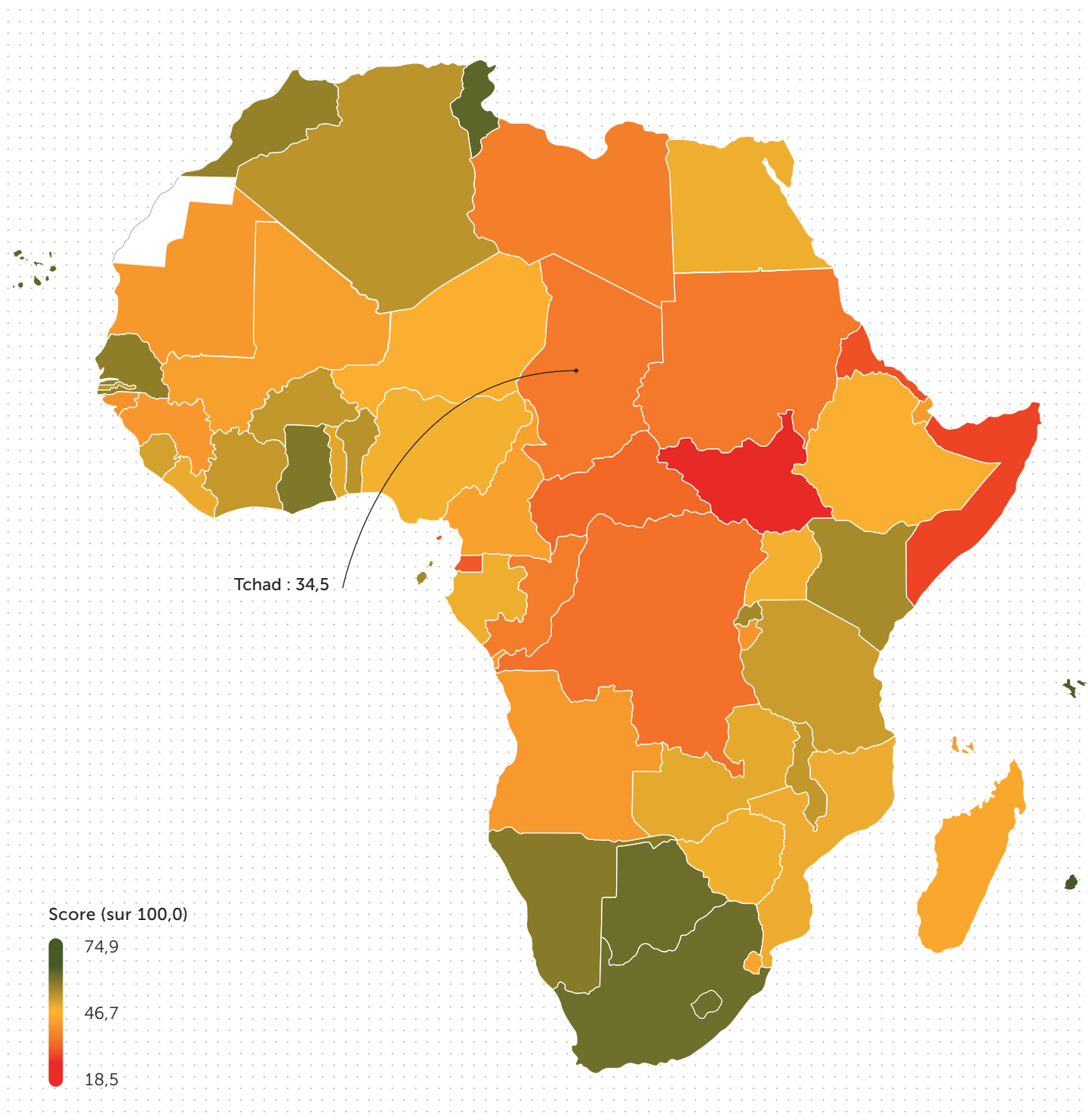
Gouvernance globale : scores, classements et tendances

Avec un score de 34,5 (sur 100,0), le Tchad se classe à la 47^e place (sur 54) en matière de *Gouvernance globale* en 2021.

Score (2021) 34,5

Classement (2021) 47^e

États africains : scores de *Gouvernance globale* (2021)









Gouvernance globale : scores, classements et tendances

Le score de *Gouvernance globale* du Tchad s'est amélioré ces dix dernières années (2012-2021). Ces progrès ont toutefois ralenti au cours des cinq dernières années (2017-2021).

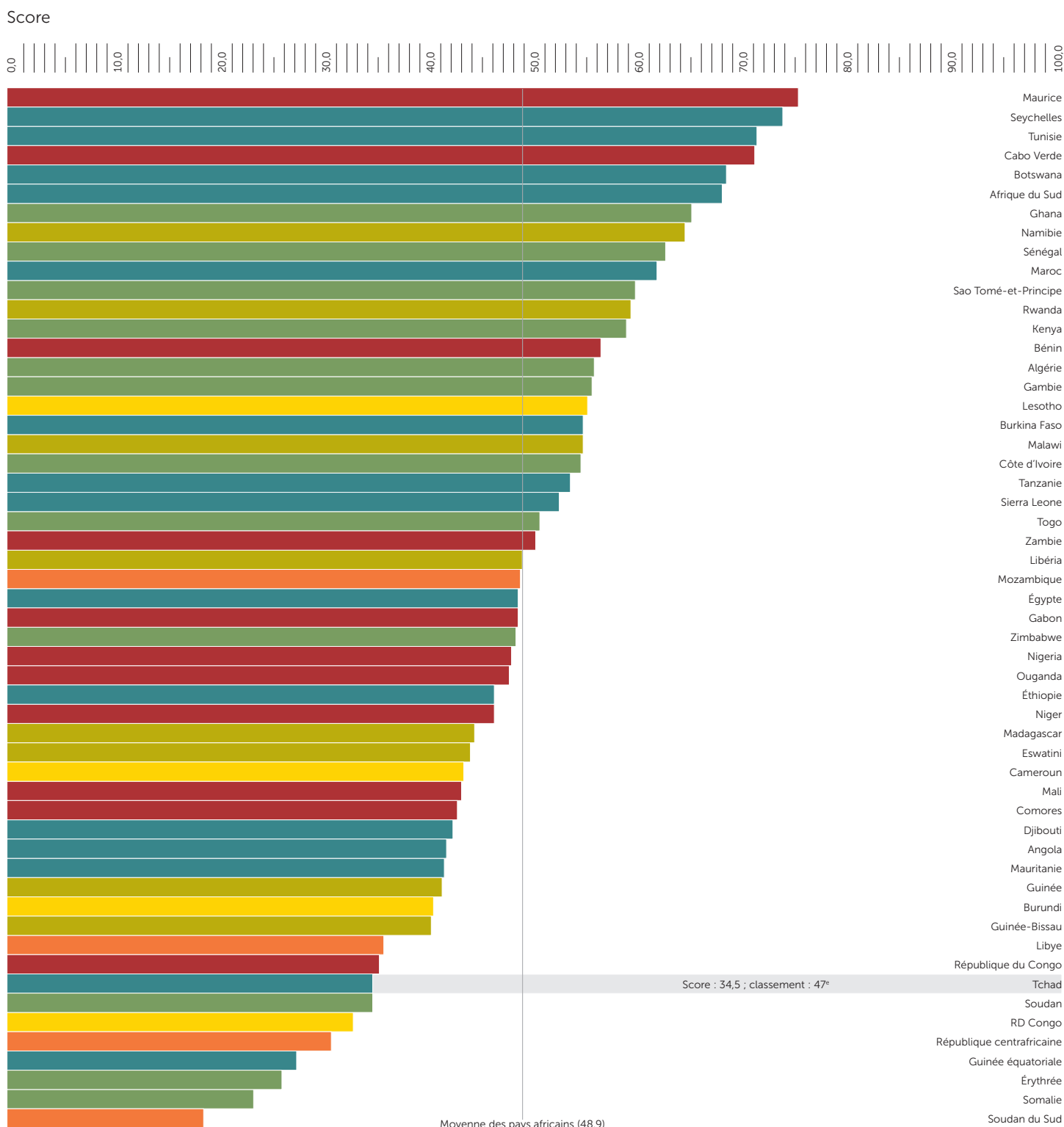
Tendances	Tendance sur 10 ans (2012-2021)	Tendance sur 5 ans (2017-2021)
Variation du score	+ 2,8	+ 0,4
Évolution du classement	+ 2,0	Pas d'évolution

Classification des tendances	Détérioration accélérée	Progression accélérée
		

Classification des tendances

-  Progression accélérée
-  Redressement
-  Progression ralentie
-  Détérioration ralentie
-  Signal d'alerte
-  Détérioration accélérée

États africains : scores (2021) et classification par tendance (2012-2021) en matière de *Gouvernance globale*



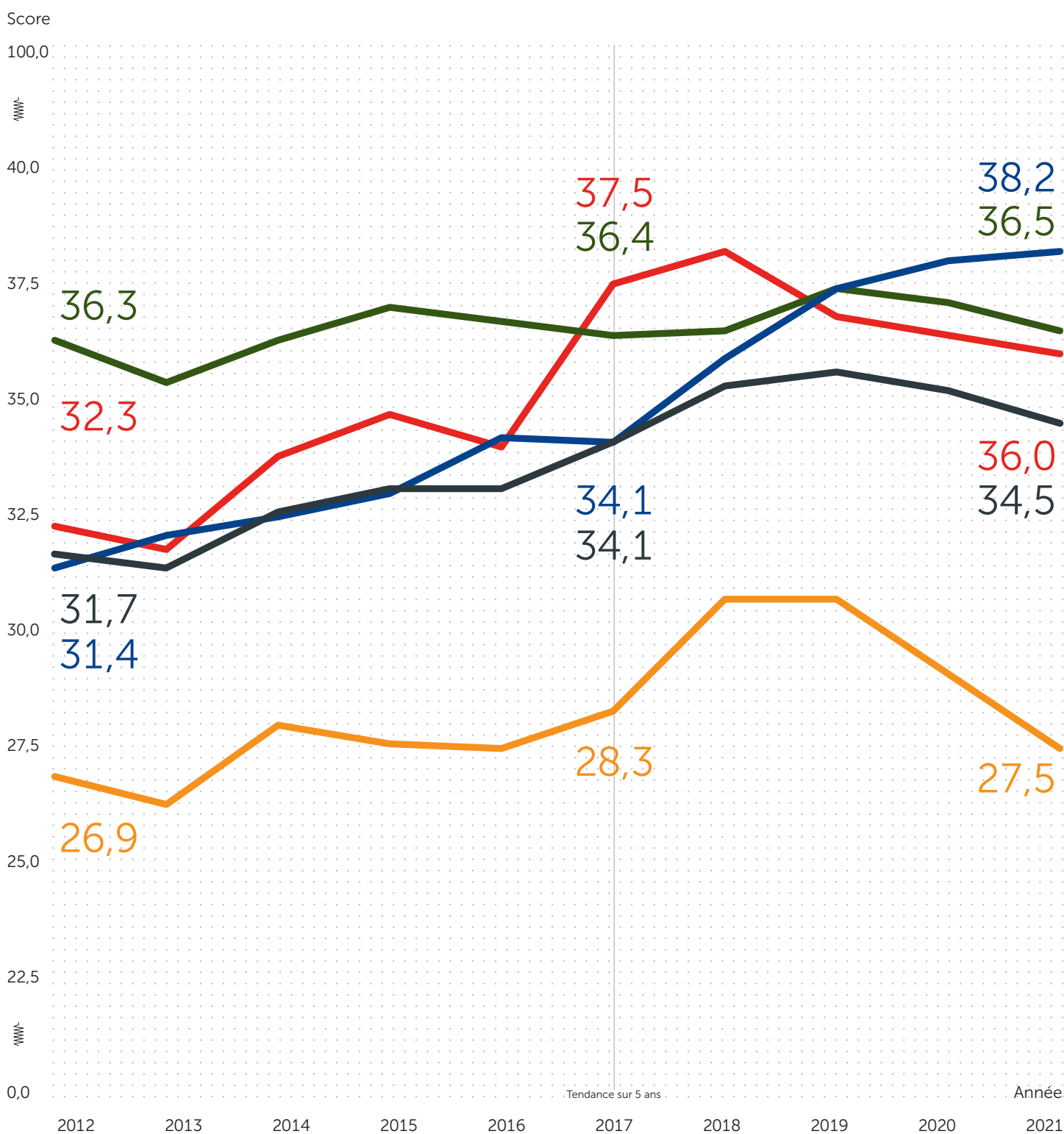
Catégories : scores et tendances

Le score du Tchad s'est amélioré dans les quatre catégories depuis 2012. Il s'est surtout amélioré dans la catégorie *Développement humain* grâce aux progrès réalisés dans toutes les sous-catégories.

Catégories IIAG

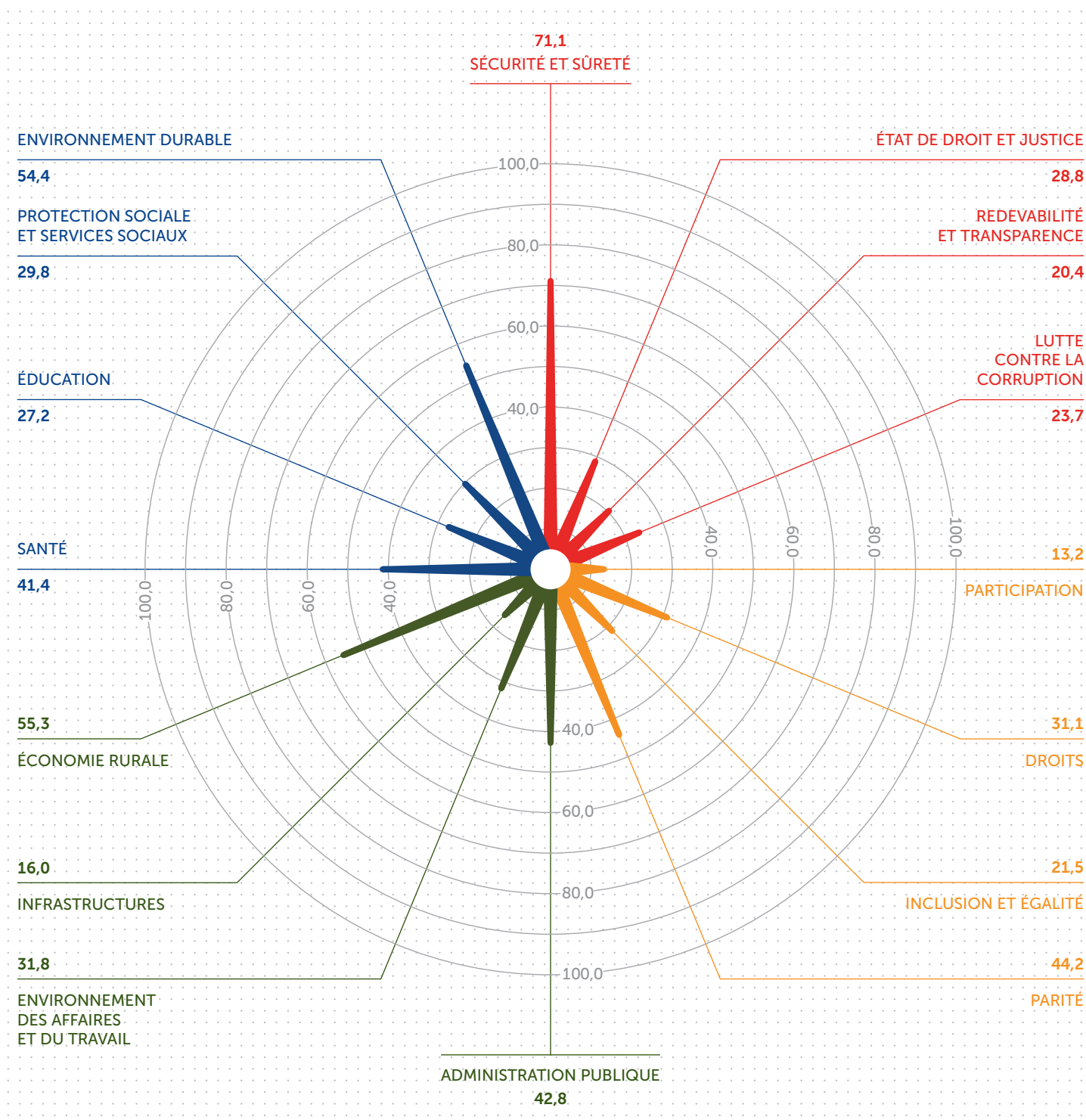
- Gouvernance globale
- Sécurité et État de droit
- Participation, Droits et Inclusion
- Fondement des opportunités économiques
- Développement humain

Tchad : *Gouvernance globale*
et scores par catégorie (2012-2021)



Sous-catégories : scores et tendances

Tchad : scores par sous-catégorie (2021)



Sous-catégories : scores et tendances

Depuis 2012, le score du Tchad s'est amélioré dans 11 des 16 sous-catégories. Il s'est amélioré dans toutes les sous-catégories de la catégorie *Développement humain*. Les catégories dans lesquelles le plus grand nombre de sous-catégories ont régressé sont *Participation, Droits et Inclusion, et Fondement des opportunités économiques*. De plus, en 2021, le Tchad obtient un score inférieur à la moyenne du continent dans chacune des sous-catégories et figure parmi les dix pays les moins bien classés dans 9 des 16 sous-catégories.

Meilleurs scores	Score (2021)
Sécurité et sûreté	71,1
Économie rurale	55,3
Environnement durable	54,4

Scores les plus faibles	Score (2021)
Participation	13,2
Infrastructures	16,0
Redevabilité et transparence	20,4

Facteurs d'évolution de la *Gouvernance globale* : tendances des sous-catégorie (2012-2021)

Principaux moteurs de l'évolution observée (2012-2021)

Sous-catégorie	Tendance	Score
Parité	+ 19,6	44,2
Éducation	+ 13,6	27,2
Lutte contre la corruption	+ 8,9	23,7
État de droit et justice	+ 8,2	28,8
Santé	+ 7,9	41,4
Redevabilité et transparence	+ 4,7	20,4
Infrastructures	+ 4,5	16,0
Environnement durable	+ 3,1	54,4
Protection sociale et services sociaux	+ 2,8	29,8
Administration publique	+ 2,4	42,8
Inclusion et égalité	+ 1,8	21,5

Principaux freins à l'évolution observée (2012-2021)

Sous-catégorie	Tendance	Score
Participation	- 14,9	13,2
Sécurité et sûreté	- 6,9	71,1
Droits	- 4,0	31,1
Environnement des affaires et du travail	- 3,6	31,8
Économie rurale	- 2,8	55,3

Catégories IIAG

- Sécurité et État de droit
- Participation, Droits et Inclusion
- Fondement des opportunités économiques
- Développement humain

Indicateurs : scores et tendances

Le Tchad obtient un score supérieur à la moyenne du continent concernant 15 des 81 indicateurs. Le Tchad a obtenu le score minimal (0,0) pour un des indicateurs. Depuis 2012, le score du Tchad établi par l'IIAG s'est amélioré concernant 42 des 81 indicateurs et il a régressé concernant 35 autres. Quatre indicateurs n'enregistrent aucune évolution.

Catégories IIAG

- Sécurité et État de droit
- Participation, Droits et Inclusion
- Fondement des opportunités économiques
- Développement humain

Scores les plus élevés et les plus faibles (2021)

Scores les plus élevés (2021)

	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Absence de migration forcée	93,6	39	Sécurité et sûreté
Absence de conflit armé	88,5	39	Sécurité et sûreté
Utilisation durable des terres et des forêts	82,9	4	Environnement durable
Contrôle des maladies non contagieuses	80,1	11	Santé
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	80,0	17	Parité
Absence de violences à l'encontre la population civile	77,3	34	Sécurité et sûreté
Protection de la biodiversité terrestre et aquatique	76,2	3	Environnement durable
État civil	75,0	7	Administration publique
Accès au marché en milieu rural	72,4	12	Économie rurale
Contrôle des maladies contagieuses	65,3	40	Santé

Scores les plus faibles (2021)

	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Égalité devant la loi	0,0	46	État de droit et justice
Accès numérique	3,6	49	Infrastructures
Impartialité du système judiciaire	6,7	54	État de droit et justice
Absence de corruption au sein du secteur public	7,1	54	Lutte contre la corruption
Logement décent	7,4	52	Protection sociale et services sociaux
Accès à l'énergie	7,5	50	Infrastructures
Accès à des services bancaires	8,9	45	Environnement des affaires et du travail
Élections démocratiques	9,1	49	Participation
Égalité en matière de représentation politique	10,6	50	Inclusion et égalité
Scolarisation	10,8	48	Éducation

Plus fortes améliorations/régressions (2012-2021)

Plus fortes améliorations (2012-2021)

	Tendance sur 10 ans	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	+ 60,0	80,0	17	Parité
Ressources humaines dans l'enseignement	+ 58,3	63,5	32	Éducation
Application de la loi	+ 50,9	56,9	9	État de droit et justice
Procédures de passation des marchés publics	+ 50,0	62,5	6	Lutte contre la corruption
Transparence des archives publiques	+ 26,2	35,6	19	Redevabilité et transparence
Soutien de l'économie rurale	+ 23,7	53,4	32	Économie rurale
Communications mobiles	+ 23,5	36,2	50	Infrastructures
Pouvoir et représentation politiques des femmes	+ 16,2	45,6	32	Parité
Contrôle des maladies contagieuses	+ 15,5	65,3	40	Santé
Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux (RSI)	+ 13,2	38,2	40	Santé

Plus fortes régressions (2012-2021)

	Tendance sur 10 ans	Score (2021)	Classement (2021)	Sous-catégorie
Accès au marché en milieu rural	- 27,6	72,4	12	Économie rurale
Espace accordé à la société civile	- 21,7	16,9	48	Participation
Élections démocratiques	- 17,7	9,1	49	Participation
Régulation des affaires et de la concurrence	- 13,3	44,6	35	Environnement des affaires et du travail
Diversification économique	- 13,1	27,7	52	Environnement des affaires et du travail
Droits numériques	- 12,6	29,0	44	Droits
Libertés d'association et de réunion	- 12,5	12,5	32	Participation
Impartialité du système judiciaire	- 12,5	6,7	54	État de droit et justice
Absence de traite des personnes et de travail forcé	- 11,4	38,5	45	Sécurité et sûreté
Efficacité de l'administration*	- 11,4	26,1	47	Administration publique

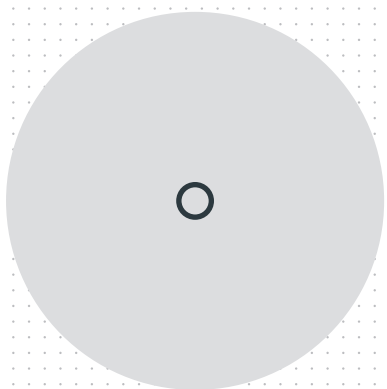
* Un autre indicateur suit la même tendance, à savoir l'Accès au foncier et à l'eau en milieu rural.

Voix des citoyens : scores et tendances

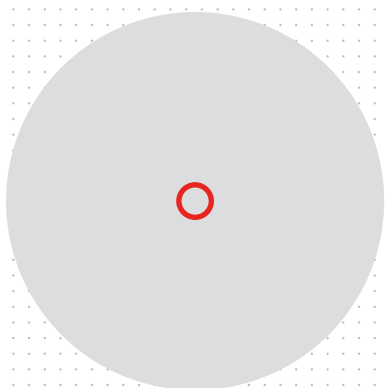
La section Voix des citoyens complète les résultats de l'IAG en évaluant la perception des services publics par les citoyens et leur satisfaction en la matière. Cet indice reprend les catégories de l'IAG et fournit des données sur la perception qu'ont les citoyens de la gouvernance en s'appuyant sur les variables de substitution les plus proches des indicateurs de l'IAG.

Les données brutes servant à calculer la Voix des citoyens proviennent toutes d'Afrobaromètre. Aucune donnée relative à la Voix des citoyens n'est disponible pour le Tchad.

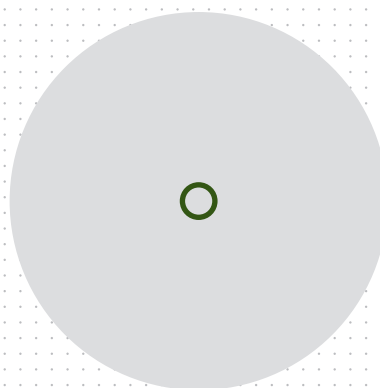
Perception des citoyens en matière de
Gouvernance globale (2012-2021)



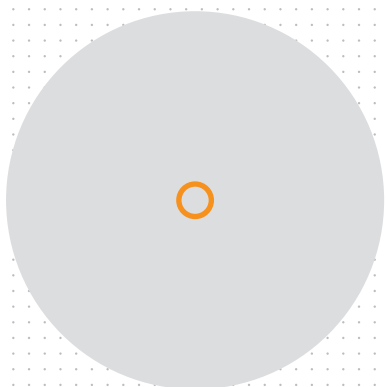
Perception des citoyens en matière de
Sécurité et d'État de droit (2012-2021)



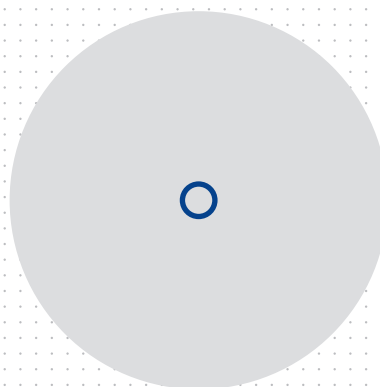
Perception par les citoyens du Fondement des
opportunités économiques (2012-2021)



Perception des citoyens en matière de Participation,
Droits et Inclusion (2012-2021)



Perception par les citoyens du
Développement humain (2012-2021)



Données générales

Région

Afrique centrale

Géographie

Enclavé

Adhésion(s) CER

**Communauté des États
sahélo-sahariens (CEN-SAD)**

**Communauté économique
des États de l'Afrique centrale
(CEEAC)**

Chef(s) d'État: 2012-2021

**Président Idriss Déby
(1990-2021)**

**Président
du Conseil militaire de transition
Mahamat Idriss Déby (2021-)**

Données complémentaires

Indicateur	Valeur	Unité
Données démographiques		
Population	17,2	millions
Population urbaine	23,8	% de la population totale
Données économiques		
PIB	11,8	USD courants (milliards)
Croissance du PIB	- 1,2	% annuel
PIB par habitant	696,4	USD courants
PIB par habitant (en PPA)	1 590,6	dollars internationaux courants
RNB	11,4	USD courants (milliards)
Croissance du RNB	+ 1,5	% annuel
RNB par habitant (en PPA)	1 540	dollars internationaux courants
Total des échanges	83,0	% du PIB
Taux de chômage (15 ans et plus)	1,9	% de la population en âge de travailler
Taux de chômage chez les jeunes (15-24 ans)	2,4	% de population en âge de travailler
Données financières		
Dette de l'administration centrale	47,9*	% du PIB
APD	1 036,7*	USD courants (millions)
APD	10,4*	% du RNB
IED	5,2*	% du PIB

* Quand les données de 2021 ne sont pas disponibles, elles sont remplacées par les données disponibles les plus récentes.

Fiches des scores IIAG 2022

GOVERNANCE GLOBALE

2021 SCORE/100	2021 CLASSEMENT/54	TENDANCE 2012-2021
34,5	47 ^e	+2,8

SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT

SCORE CLASSEMENT TENDANCE
/100 2021 /54 2021 2012-2021

SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
SÉCURITÉ ET ÉTAT DE DROIT	36,0	44	+3,7
SÉCURITÉ ET SÛRETÉ	71,1	37	-6,9
Absence de conflit armé	88,5	39	-11,2
Absence de violences à l'encontre de la population civile	77,3	34	-9,4
Absence de migration forcée	93,6	39	-2,1
Absence de traite des personnes et de travail forcé	38,5	45	-11,4
Absence de criminalité	57,5	43	-0,4
ÉTAT DE DROIT ET JUSTICE	28,8	46	+8,2
Respect de l'état de droit par le pouvoir exécutif	28,7	48	+10,8
Impartialité du système judiciaire	6,7	54	-12,5
Procédures judiciaires	24,5	49	+0,0
Égalité devant la loi	0,0	46	+0,0
Application de la loi	56,9	9	+50,9
Droits de propriété	55,9	31	+0,1
REDEVABILITÉ ET TRANSPARENCE	20,4	44	+4,7
Contrepouvoirs institutionnels	19,9	48	+0,8
Absence de pression indue sur le gouvernement	13,9	44	-4,1
Contrepouvoirs civiques	20,1	51	+1,9
Transparence des archives publiques	35,6	19	+26,2
Absence aux archives publiques	12,5	39	-1,4
LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	23,7	45	+8,9
Dispositifs anti-corruption	21,4	36	-4,8
Absence de corruption au sein des institutions d'État	14,3	53	+1,7
Absence de corruption au sein du secteur public	7,1	54	+0,0
Procédures de passation des marchés publics	62,5	6	+50,0
Absence de corruption au sein du secteur privé	12,9	53	-2,9

PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION

SCORE CLASSEMENT TENDANCE
/100 2021 /54 2021 2012-2021

PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
PARTICIPATION, DROITS ET INCLUSION	27,5	47	+0,6
PARTICIPATION	13,2	48	-14,9
Libertés d'association et de réunion	12,5	32	-12,5
Pluralisme politique	14,3	49	-7,8
Espace accordé à la société civile	16,9	48	-21,7
Élections démocratiques	9,1	49	-17,7
DROITS	31,1	41	-4,0
Libertés individuelles	15,1	50	-6,0
Liberté d'expression et de croyance	39,7	41	-1,1
Liberté des médias	46,5	37	-8,9
Droits numériques	29,0	44	-12,6
Protection contre la discrimination	25,0	16	+8,3
INCLUSION ET ÉGALITÉ	21,5	51	+1,8
Égalité en matière de pouvoir politique	17,1	52	+0,0
Égalité en matière de représentation politique	10,6	50	+1,0
Égalité en matière de libertés individuelles	29,6	52	-1,4
Égalité en matière d'opportunités socioéconomiques	33,6	40	-1,2
Égalité en matière d'accès aux services publics	16,7	45	+10,8
PARITÉ	44,2	41	+19,6
Pouvoir et représentation politiques des femmes	45,6	32	+16,2
Égalité en matière de droits et de libertés individuelles des femmes	52,3	43	+0,8
Opportunités socioéconomiques pour les femmes	31,9	43	+10,6
Égalité d'accès des femmes aux services publics	11,3	52	+10,4
Législation contre les violences à l'encontre des femmes	80,0	17	+60,0

TENDANCES

Progression accélérée	Redressement	Profil plat
Progression ralentie	Détérioration ralentie	NA
Signal d'alerte	Détérioration accélérée	

FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

SCORE CLASSEMENT TENDANCE
/100 2021 /54 2021 2012-2021

FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
FONDEMENTS DES OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES	36,5	45	+0,2
ADMINISTRATION PUBLIQUE	42,8	39	+2,4
État civil	75,0	7	+12,5
Capacité du système statistique	39,7	35	-0,4
Mobilisation des ressources fiscales	22,4	46	-1,7
Gestion budgétaire et financière	50,6	27	+12,8
Efficacité de l'administration	26,1	47	-11,4
ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES ET DU TRAVAIL	31,8	46	-3,6
Intégration régionale	34,7	33	+4,3
Diversification économique	27,7	52	-13,1
Régulation des affaires et de la concurrence	44,6	35	-13,3
Accès à des services bancaires	8,9	45	+0,2
Relations du travail	50,4	26	+7,3
Fiabilité des opportunités d'emploi	24,4	42	-7,0
INFRASTRUCTURES	16,0	49	+4,5
Réseaux de transport	20,9	40	-3,9
Accès à l'énergie	7,5	50	+3,6
Communications mobiles	36,2	50	+23,5
Accès numérique	3,6	49	+2,3
Réseau de transport et postal	11,9	46	-3,1
ÉCONOMIE RURALE	55,3	33	-2,8
Accès au foncier et à l'eau en milieu rural	40,6	38	-11,4
Accès au marché en milieu rural	72,4	12	-27,6
Soutien de l'économie rurale	53,4	32	+23,7
Représentation et participation en milieu rural	54,7	35	+4,1

DÉVELOPPEMENT HUMAIN

SCORE CLASSEMENT TENDANCE
/100 2021 /54 2021 2012-2021

DÉVELOPPEMENT HUMAIN	SCORE	CLASSEMENT	TENDANCE
DÉVELOPPEMENT HUMAIN	38,2	49	+6,8
SANTÉ	41,4	50	+7,9
Accès aux soins de santé	25,7	44	+2,6
Accès à l'eau et à l'assainissement	17,0	51	+5,1
Contrôle des maladies contagieuses	65,3	40	+15,5
Contrôle des maladies non contagieuses	80,1	11	+1,4
Santé infantile et maternelle	22,1	54	+9,4
Conformité avec les Règlements sanitaires internationaux	38,2	40	+13,2
ÉDUCATION	27,2	49	+13,6
Égalité en matière d'éducation	16,7	51	+4,9
Scolarisation	10,8	48	-1,7
Achèvement des études	22,6	44	+6,8
Ressources humaines dans l'enseignement	63,5	32	+58,3
Qualité du système éducatif	22,2	46	-0,7
PROTECTION SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX	29,8	46	+2,8
Filets de protection sociale	19,6	42	-7,2
Politiques de lutte contre la pauvreté	37,1	33	+8,1
Correction des inégalités socioéconomiques	35,0	39	+3,8
Logement décent	7,4	52	+2,2
Sécurité alimentaire	49,7	36	+7,0
ENVIRONNEMENT DURABLE	54,4	26	+3,1
Protection de l'environnement	39,7	41	-4,7
Respect de la politique environnementale	40,0	30	-4,6
Qualité de l'air	33,3	52	+12,3
Utilisation durable des terres et des forêts	82,9	4	+6,5
Protection de la biodiversité terrestre et aquatique	76,2	3	+6,2

